

finances et du contrôle budgétaire (A. de 1945, p. 138).

Interventions :

Son rapport, au nom du 10^e Bureau, sur les opérations électorales du département de la Haute-Vienne (A. de 1945, p. 40). — Prend part à la discussion : du projet de loi relatif à la nationalisation de la Banque de France et des grandes banques et à l'organisation du crédit : *Son amendement au premier alinéa de l'article 5* (p. 169); *se retire* (ibid.); — du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : LOI DE FINANCES : *Son amendement à l'article 77* (p. 341); — du projet de loi portant fixation du Budget général (dépenses militaires) pour le premier trimestre de l'Exercice 1946 : En qualité de *Rapporteur* : *Donne lecture de son rapport sur les crédits d'armement* (p. 709); — du projet de loi portant fixation des dépenses militaires de l'Exercice 1946 : ARMEMENT : En qualité de *Rapporteur* : *Donne lecture de son rapport* (p. 1447 et suiv.).

BERNARD (M. Louis), Député du département de la Nièvre).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Dépôts :

Le 8 avril 1946, un rapport au nom de la Commission parlementaire chargée d'enquêter dans les zones d'occupation françaises d'Allemagne et d'Autriche (Questions économiques dans la zone d'occupation française d'Allemagne), n° 918. — Le 5 avril 1946, une proposition de résolution tendant à inviter le Gouvernement à fixer le statut de « la Marine nationale » (anciennement Forges de la Chaussade de Guérigay (Nièvre), n° 900.

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : PRODUCTION

INDUSTRIELLE : *Titres et bons de rationnement* (A. de 1945, p. 526); — du projet de loi relatif au monopole et à la nationalisation de l'électricité et du gaz : Art. 46 : *Son amendement* (A. de 1946, p. 1214); *se retire* (ibid.). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, p. 207).

BERNARD-COTHIER (M. René-Edmond), Député du territoire de la Côte française des Somalis.

Son élection est validée (A. de 1946, p. 461).
= Est nommé membre de la Commission des affaires économiques, des douanes et des conventions commerciales (A. de 1945, p. 138).

BERTHO (M. le R.-P. Jacques), Député du Dahomey—Togo (Collège des citoyens).

Son élection est validée (A. de 1946, p. 899).
= Est nommé membre de la Commission des territoires d'outre-mer (A. de 1946, p. 667).

Interventions :

Prend part à la discussion : de propositions de loi sur la Constitution et la Déclaration des droits : Art. 14 : *Ses observations* (A. de 1946, p. 829); — d'interpellations sur la situation de la France d'outre-mer : *Ses observations sur l'ordre du jour* (p. 1057).

BESSAC (M. Abel), Député du département du Lot.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 45).
= Est nommé membre de la Commission de l'éducation nationale et des beaux-arts, de la jeunesse, des sports et des loisirs (A. de 1945, p. 138).

Dépôts :

Le 1^{er} mars 1946, une proposition de loi tendant à modifier l'ordonnance du 17 octobre 1945 relative à la transformation du métayage en fermage, n° 563.

Interventions :

Prend part à la discussion du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : **PRODUCTION INDUSTRIELLE** : *Discussion générale*; *Artisanat forestier* (A. de 1945, p. 528). = S'excuse de son absence et obtient un congé (A. de 1946, (p. 207, 2164).

BESSET (M. Pierre), Député du département du Puy-de-Dôme.

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). = Est nommé membre : de la Commission des moyens de communication et des postes, télégraphes et téléphones (A., de 1945, p. 138); de la Commission du travail et de la sécurité sociale (p. 139). Est nommé juré à la Haute Cour de justice (p. 638).

Interventions :

Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : **TRAVAUX PUBLICS ET TRANSPORTS** : *Discussion générale*; *Emploi rationnel des prisonniers de guerre* (A. de 1945, p. 504); — du projet de loi relatif à la rémunération des heures supplémentaires de travail : *Discussion générale* (A. de 1946, 401); — d'un projet de loi relatif au statut des délégués du personnel dans les entreprises : Art. 1^{er} : *Son amendement* (p. 1604); *le retire*; (ibid.); Art. 2 : *Son amendement* (ibid.); *le retire* (p. 1605).

BEUGNIEZ (M. Louis), Député du département du Pas-de-Calais (2^e circonscription).

Son élection est validée (A. de 1945, p. 46). = Est nommé membre : de la Commission du travail et de la sécurité sociale (A. de 1945, p. 139); de la Commission supérieure des comités d'entreprises (A. de 1946, p. 2); de la Commission de l'équipement national et de la production (p. 667).

Dépôts :

Le 31 janvier 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale

sur le projet de loi modifiant et complétant certaines dispositions de l'ordonnance du 27 juillet 1944 relative au rétablissement de la liberté syndicale, n° 340. — Le 23 avril 1946, un rapport au nom de la Commission du travail et de la sécurité sociale sur : I. le projet de loi portant réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeur; II. les propositions de loi : 1° de M. Lucien Draveny et plusieurs de ses collègues tendant à instituer une réglementation des conditions d'accès à la profession de coiffeurs pour hommes et dames; 2° de M. Edouard Ramonet et plusieurs de ses collègues tendant à organiser la profession de coiffeur; 3° de M. Charles Desjardins tendant à réglementer la profession de coiffeur; III. la proposition de résolution de M. Fernand Bouxom et plusieurs de ses collègues tendant à inviter le Gouvernement à promouvoir, dès avant l'institution du statut de l'artisanat, les dispositions nécessaires à l'organisation de la profession de coiffeur, n° 1164.

Interventions :

Son rapport, au nom du 8^e Bureau, sur les opérations électorales du département de la Haute-Saône (A. de 1945, p. 32). — Prend part à la discussion : du projet de loi portant fixation du Budget général de l'Exercice 1946 (Services civils) : **TRAVAIL** : *Discussion générale* (p. 497); *Caisse d'assurances sociales privées* (p. 501); — du projet de loi relatif au personnel des exploitations minières et assimilées : En qualité de *Rapporteur pour avis de la Commission du travail* (A. de 1946, p. 238); d'un projet de loi relatif au statut des délégués du personnel dans les entreprises : Art. 20 : *Ses observations* (p. 1611). — En qualité de *Vice-Président de la Commission du travail* : Est entendu sur le règlement de l'ordre du jour (p. 2213). — Prend part à la discussion : de propositions de loi relatives aux comités d'entreprises : En qualité de *Rapporteur* : *Ses observations* (p. 2221); Art. 3 : *Amendement de M. Bougrain* (p. 2222); *autres amendements de M. Bougrain* (ibid.); Art. 4 : *Son amendement* (p. 2223); Art. 5 : *Amendement de M. Bougrain* (ibid.); Art. 6 : *Amendement de M. Bougrain* (ibid.); — du projet de loi relatif à la nationalisation de l'industrie des combustibles minéraux : Art. 3 : *Son amendement* (p. 2392); Art. 38 : *Son amendement* (p. 2408).